

fédération
des services
publics

la
cgt

La rentrée sociale sera brûlante !

Le 7 septembre, tou(te)s en grève et dans la rue !

Le gouvernement et le patronat ont la ferme volonté de faire payer la réforme des retraites aux seuls salariés et retraités : report de l'âge légal à 62 ans ; recul de 65 à 67 ans de l'âge ouvrant droit au taux plein ; allongement à 41,5 ans de la durée de cotisation ; maintien de la décote ; attaque contre la catégorie active dans la Fonction publique, balayant d'un revers de main la reconnaissance de la pénibilité ; remise en cause de tous les droits à départ anticipé.

Si elle est appliquée, il s'agira d'une des réformes les plus dures menées en Europe.

Totalement injuste, ce projet fait reposer 85% de l'effort financier sur les seuls salariés.

Les différentes mesures de recul de l'âge de départ conduiront à ce que d'ici 2016, un million d'emplois ne soient plus disponibles pour les jeunes arrivant sur le marché du travail. Auxquels s'ajouteront les 300 000 emplois supprimés par le gouvernement dans la Fonction publique d'ici 2012 !

Comment peut-on demander aux salariés de travailler plus longtemps alors que les jeunes subissent un taux de chômage de 20% et que 2 salariés sur 3 n'ont plus d'emploi à 60 ans ?

Comment peut-on durcir les règles de calcul des pensions et faire croire que les fonctionnaires seraient des privilégiés alors que

la pension moyenne d'un agent territorial est de 1191€, la pension moyenne des régimes étant elle de 1288€ ?

Comment peut-on imposer l'augmentation des cotisations retraite alors qu'un agent de la Fonction publique ne cotise que sur son régime de base, et que son collègue du privé cotise sur son régime de base et sur les régimes complémentaires qui englobent toute la rémunération ?

Dans le même temps, le gouvernement décrète le gel des salaires dans la Fonction publique. En taillant dans les dotations financières, il entend en outre contraindre les collectivités locales à supprimer massivement des emplois publics. Autant de ressources en moins pour les retraites !

Les chiffres de la rentrée

Moins 480 €

en catégorie C

Moins 600 €

en catégorie B

Moins 840 €

en catégorie A

Ce sera le montant moyen de la ponction opérée sur 10 ans sur nos fiches de paye du fait de l'augmentation du taux de la cotisation retraite dans la Fonction publique.

Moins 16%

D'après les prévisions d'inflation, ce sera, depuis 2000, la perte de pouvoir d'achat du point d'indice en 2013 si le gouvernement maintient le gel du point.

**POUR UN AUTRE
PROJET**

Les solutions durables de financement de nos régimes de retraites se trouvent ailleurs que dans les poches des fonctionnaires et agents publics !

C'est clair, Sarkozy et Parisot programment la baisse des salaires et des pensions, une aggravation du chômage et une accélération de l'offensive contre les services publics et la Fonction publique !

Ne les laissons pas faire !

Le 24 juin, des centaines de milliers d'agents territoriaux étaient en

grève et dans la rue. Nous pouvons et devons amplifier ce rapport de force !

Les organisations syndicales dans leur ensemble refusent aujourd'hui le diktat du gouvernement et du Medef et elles appellent toutes à l'action.

Le 7 septembre, tous ensemble, public-privé, soyons massivement en grève et dans la rue pour mettre en échec le gouvernement et exiger des choix de progrès social !

La CGT revendique :

- Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à 75 % du salaire pour une carrière complète, avec une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure à 1600 €.
- Un financement mettant fortement à contribution les profits des entreprises et les hauts revenus.
- Des augmentations salariales assises sur la valeur du point d'indice, permettant le rattrapage des pertes subies depuis des années.
- Un plan de titularisation et une limitation stricte du recours au non-titulariat.
- L'arrêt de la casse méthodique de la Fonction publique et la mise en œuvre des moyens financiers permettant de répondre aux besoins de la population, ce qui implique l'arrêt de toute politique de gel et le retrait du projet de réforme des collectivités.

Les chiffres de la rentrée

22,6 milliards d'€

C'est le coût du projet de réforme des retraites pour les salariés.

4,4 milliards d'€

C'est le montant de la participation symbolique demandée par le gouvernement aux entreprises et hauts revenus pour les retraites.

20 milliards

C'est ce que rapporterait, en euros, la mise à contribution des revenus financiers des entreprises, s'ils étaient soumis à la cotisation retraite patronale.

C'est aussi, en dollars, le montant estimé de la fortune personnelle de Liliane Bettencourt !

10 milliards d'€

C'est selon la Cour des Comptes ce que peut rapporter pour les retraites la mise à contribution des revenus non soumis à cotisation (intéressement, stock options, participation,...).

Le 7 septembre, parce que nous pouvons gagner, tou(te)s dans l'action !

Bulletin de syndicalisation

Je souhaite : prendre contact me syndiquer participer à une formation d'accueil

Nom - Prénom :

Adresse personnelle :

Collectivité ou établissement :

Téléphone : Email :

Bulletin à remettre à un-e militant-e Cgt ou à retourner à :

Fédération Cgt des services publics - Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex

